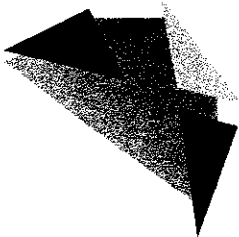


Bruxelles, le 16.05.03



Direction générale - Politique de Sécurité et de Prévention
Secrétariat permanent à la Politique de Prévention

Rue de la Loi, 26 - 1040 Bruxelles

À Messieurs les Gouverneurs des Provinces du Hainaut, Brabant wallon, Luxembourg, Namur, Liège et Madame la Gouverneur de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres

Copie: A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la Police locale

Circulaire PREV 19 relative à la mission des fonctionnaires chargés des conseils en technoprévention dans la procédure de déduction fiscale pour investissements en sécurisation

| | | | |
|--------------------------|---|-----------|---|
| Référence | PREV 19 | Annexes : | 3 |
| Public cible | Fonctionnaires chargés des conseils en technoprévention | | |
| Innovation | Formalisation de la procédure à suivre par les fonctionnaires chargés des conseils en technoprévention dans le cadre des conseils en sécurisation donnés aux indépendants | | |
| Résumé | <i>Le Gouvernement fédéral a décidé par la Loi-programme du 8 avril 2003 d'octroyer une déduction fiscale supplémentaire aux indépendants et aux PME pour des investissements en sécurisation. C'est le fonctionnaire chargé des conseils en technoprévention dans la zone de police qui est chargé de recommander et approuver ces investissements. La présente circulaire explique les modalités pratiques afférentes à cette mission.</i> | | |
| Actions à prendre | <ol style="list-style-type: none"> <u>Point 6</u> : les bourgmestres et chefs de corps des polices locales désignent les fonctionnaires chargés des conseils en technoprévention dans la zone de police et transmettent ces noms au Ministre de l'Intérieur pour le 30 mai au plus tard. <u>Point 7</u> : à partir du 1^{er} juin, les fonctionnaires concernés répondent aux contribuables qui ont rempli un formulaire de demande en établissant une recommandation concernant la sécurisation des locaux professionnels. | | |
| Mots clés | déduction fiscale - indépendant - technoprévention - police locale | | |
| Contacts | Direction Générale Politique de Sécurité et de Prévention Secrétariat à la Politique de Prévention | | |
| Problème de transmission | Sylviane Delvigne, 02/500.49.77 | | |
| Rédacteurs | Diane Thibaut et Frédérique Haleng, 02/500.49.82 et 02/500.49.55 | | |



1. Présentation

Le Gouvernement fédéral a décidé d'octroyer une déduction fiscale supplémentaire aux indépendants pour des investissements en sécurisation. Cette mesure a été votée et figure dans la Loi-programme du 8 avril 2003 (M.B. 17.IV.2003). Elle entre en vigueur le 1^{er} juin. Vous trouverez le texte en annexe 1.

2. Les finalités de la mesure de déduction fiscale pour investissement en sécurisation

L'objectif de la déduction fiscale pour investissements en sécurisation est de stimuler les indépendants, y compris les commerçants et professions libérales, à se sentir responsables de la lutte contre le phénomène des attaques violentes contre les petites et moyennes entreprises.

Afin de compléter l'action policière, il est primordial que les contribuables précités soient incités à consentir eux-mêmes des efforts afin de garantir la sécurité des marchandises, des produits, des investissements et la protection de leur propre intégrité physique.

La présente mesure s'applique aux immobilisations corporelles qui tendent à une meilleure sécurisation des locaux professionnels.

3. Les contribuables concernés par la mesure fiscale

Les indépendants (personnes physiques) c'est-à-dire les commerçants, les titulaires de professions libérales, etc. et les PME constituées sous forme de société.

4. Le plan de sécurisation des locaux professionnels

Pour être efficace, le plan de sécurisation d'un local professionnel doit s'inscrire dans une approche globale de prévention. Une bonne protection de la porte d'entrée aura peu d'effet si les côtés et l'arrière du local professionnel ne sont pas bien sécurisés. Les mesures prises doivent réellement renforcer l'effet dissuasif à l'égard du local professionnel tout entier.

Un plan de protection d'un local professionnel doit prévoir des mesures à différents niveaux. Ce plan commence d'abord par des mesures organisationnelles, souvent négligées et pourtant peu coûteuses. Elles concernent des habitudes de travail qui limitent de façon importante les risques (par exemple, limiter autant que possible le contenu de la caisse, présenter un minimum d'objets de valeur dans les vitrines). Elles forment en effet la première étape dans un plan de sécurisation.

On propose ensuite des mesures techniques. Elles envisagent les systèmes de protection physiques et mécaniques : comment renforcer la sécurité au niveau des accès, comment choisir le vitrage le mieux adapté, de quelle manière protéger les marchandises, etc.

Enfin, en dernière instance, on peut envisager des mesures électroniques. Les systèmes de sécurisation électronique n'offrent en soi aucune résistance aux tentatives d'intrusion ; ils permettent uniquement de signaler le problème et, éventuellement, d'enregistrer les faits commis. Ils ne font donc pas obstacle aux agissements criminels, mais peuvent avoir un effet dissuasif. Ils sont donc envisagés en qualité de complément aux mesures organisationnelles et techniques : systèmes d'alarme, vidéo-surveillance, etc.

5. Les immobilisations corporelles prises en compte dans le cadre d'une déduction fiscale pour investissements en sécurisation

5.1. Les mesures techniques et environnementales

- 5.1.1. *Mesures environnementales retardatrices d'intrusion* : barrières (contrôle d'accès), mobilier urbain visant à prévenir les attaques par voiture-bélier, éclairage de sécurité, etc.
- 5.1.2. *Mesures techniques retardatrices d'intrusion* : Protection mécanique des éléments de façade des locaux professionnels : systèmes de fermeture adéquats, vitrage retardateur d'intrusion, grilles et volets, etc.
- 5.1.3. *Sécurisation technique des marchandises et protection des valeurs* : tourniquets, vitrines d'exposition à clef, antivols à encre, coffres-forts et armoires fortes, etc.
- 5.1.4. *Protection des personnes* : sas de sécurité, système d'ouverture de portes à distance, judas, etc.

En ce qui concerne les mesures techniques, le matériel certifié sera recommandé en priorité (exemple : matériel labellisé i3).

5.2. Les mesures électroniques

- 5.2.1. *Protection des marchandises et valeurs* : portiques de détection, passage au scanner des marchandises, contrôle d'accès, etc.
- 5.2.2. *Protection des personnes* : contrôle d'accès, boutons hold-up, etc.
- 5.2.3. *Systèmes de détection et de signalement* :

- Systèmes d'alarme : le contribuable devra tenir compte des règles légales concernant les systèmes d'alarme prévues dans les textes suivants (pour plus de détails voir annexe 2) :
 - Arrêté royal du 19 juin 2002 fixant les conditions d'installation, d'entretien et d'utilisation des systèmes d'alarme et de gestion de centrales d'alarme (M.B. 29.VI.2002);
 - Arrêté royal du 13 juin 2002 relatif aux conditions d'obtention d'un agrément comme entreprise de sécurité (M.B. 9.VII.2002).
- Caméras de surveillance : le contribuable devra tenir compte des règles légales concernant la protection de la vie privée : loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, modifiée par la loi du 11 décembre 1998 (pour plus de détails voir annexe 3).

6. Le fonctionnaire chargé des conseils en technoprévention

La mesure prévoit que l'installation des immobilisations corporelles doit être recommandée et approuvée par le fonctionnaire chargé des conseils en technoprévention de la zone de police où elles sont affectées.

Qui sont les fonctionnaires chargés des conseils en technoprévention ? Il s'agit :

- soit des Conseillers en technoprévention qui sont membres d'un corps de police locale, qu'ils soient policiers ou membres du personnel CALOG
- soit des Conseillers en technoprévention appartenant au personnel d'une ville ou commune de la zone. En cas de nécessité, ils peuvent, avec accord préalable du bourgmestre, exercer cette mission spécifique dans les autres communes de la zone.

Dans un objectif de prévention de la criminalité, il est essentiel que des mesures appropriées soient prises pour chaque local professionnel. Parce que la plupart des contribuables concernés ne sont pas au courant de toutes les interventions techniques possibles, ou le sont insuffisamment, il est nécessaire de recourir à l'avis d'un expert. De cette manière, on peut éviter que beaucoup d'argent soit consacré à des mesures inutiles ou peu efficaces.

Le fonctionnaire chargé des conseils en technoprévention, qui a reçu une formation spécifique, est la personne autorisée à aider gratuitement les contribuables concernés à choisir les mesures appropriées afin de réduire au maximum les risques.

Le fonctionnaire chargé des conseils en technoprévention est à la disposition de tous les contribuables concernés par la mesure (voir point 3) soucieux d'améliorer la sécurité de leurs locaux professionnels.

L'arrêté royal exécutant la Loi-programme prévoit que le Ministre de l'intérieur arrête par arrêté ministériel la liste des fonctionnaires chargés de conseils en technoprévention dans chaque zone de police.

Pour établir cette liste, les informations suivantes sont nécessaires :

- nom et prénom
- fonction (grade ou titre)
- service (administration communale ou corps de police)
- formation(s) en technoprévention suivie(s), veuillez préciser en quelle année, et dans quel organisme elle a (ont) été suivie(s)
- années d'expérience en technoprévention.

Je vous remercie de bien vouloir transmettre ces informations au Secrétariat permanent à la Politique de Prévention, 26 Rue de la Loi, 1040 Bruxelles, fax : 02/500.49.87, ou E-mail : sylviane.delvigne@ibz.fgov.be, **pour le 30 mai 2003 au plus tard.**

7. La procédure

1^{ère} étape A partir du 1^{er} juin prochain, le contribuable intéressé par la mesure de déduction remplit le formulaire de demande de recommandation et le renvoie dûment complété à l'administration communale du lieu où les immobilisations corporelles sont envisagées. En fonction de la situation locale, l'administration communale le transmet au fonctionnaire chargé des conseils en technoprévention concerné (police locale ou administration).

2^{ème} étape Le fonctionnaire chargé des conseils en technoprévention dans la zone de police établit sa recommandation en ce qui concerne la sécurisation des locaux professionnels du contribuable demandeur. Cette recommandation est remise au demandeur dans un délai de six semaines.

Dans les cas où il ressort de l'examen de la demande par ledit fonctionnaire qu'une visite est nécessaire, et en fonction de sa charge de travail, il visite les locaux professionnels concernés par la demande.

Cette recommandation est établie en double exemplaire dans le cas où le contribuable souhaiterait bénéficier d'un prêt auprès du Fonds de participation.

3^{ème} étape Le contribuable demandeur réalise les travaux ou les fait exécuter conformément à la recommandation du fonctionnaire chargé des conseils en technoprévention et complète le formulaire de déclaration des investissements exécutés. Il le renvoie audit fonctionnaire.

4^{ème} étape La phase finale donnant lieu à la délivrance par le fonctionnaire chargé des conseils en technoprévention d'une attestation d'approbation des investissements en sécurisation est en cours d'élaboration en collaboration avec le SPF Finances.

Pour chacune de ces phases, un formulaire sera utilisé:

1. le formulaire de demande de recommandation à remplir par le demandeur
2. la recommandation du fonctionnaire chargé des conseils en technoprévention
3. le formulaire de déclaration des investissements exécutés à remplir par le demandeur après la réalisation des investissements
4. l'attestation d'approbation à signer par le fonctionnaire chargé des conseils en technoprévention.

Ces formulaires peuvent être téléchargés à partir du site Internet www.vps.fgov.be.

Le 1^{er} formulaire sera disponible à partir du 1^{er} juin 2003.


Tout renseignement concernant la présente peut être obtenu auprès de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention, Secrétariat permanent à la Politique de Prévention (Rue de la Loi, 26 à 1040 Bruxelles).

Personnes de contact :

- Frédérique Haleng 02/500.49.55 frederique.haleng@ibz.fgov.be
- Diane Thibaut 02/500.49.82 diane.thibaut@ibz.fgov.be

Je vous remercie, Madame, Monsieur le Bourgmestre, de bien vouloir donner aux personnes concernées par la présente les instructions nécessaires à sa bonne exécution.

Le Ministre de l'Intérieur,



Antoine DUCUESNE

Pour améliorer sa lisibilité, cette circulaire a été mise en page en tenant compte des résultats d'une étude réalisée par l'ULB - CREATIC auprès des autorités locales, à la demande de la DG Politique de Sécurité et de Prévention.

Annexe 1 : la mesure fiscale d'investissements en sécurisation

Extrait de la Loi-programme du 8 avril 2003 (M.B. 17.IV.2003)

CHAPITRE II. - Investissements en sécurisation

Art. 106. L'article 69, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 28 juillet 1992 et modifié par la loi du 20 décembre 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o le pourcentage de base est majoré de 10 points en ce qui concerne :

- a) les brevets;
- b) les immobilisations qui tendent à promouvoir la recherche et le développement de produits nouveaux et de technologies avancées n'ayant pas d'effets sur l'environnement ou visant à minimiser les effets négatifs sur l'environnement;
- c) les immobilisations qui tendent à une utilisation plus rationnelle de l'énergie, à l'amélioration des processus industriels au point de vue énergétique et, plus spécialement, à la récupération d'énergie dans l'industrie;
- d) les immobilisations corporelles qui tendent à une sécurisation des locaux professionnels et dont l'installation a été recommandée et approuvée par le fonctionnaire chargé des conseils en technoprévention dans la zone de police où sont affectées les immobilisations. »

Art. 107. L'article 201 du même Code, remplacé par la loi du 28 juillet 1992 et modifié par la loi du 4 mai 1999 et par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, est complété par un alinéa 5, rédigé comme suit :

« Dans le cas visé à l'article 69, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, d, la déduction pour investissement n'est applicable qu'en ce qui concerne les sociétés résidentes visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o. »

Art. 108. Les articles 106 et 107 entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2004.

Art. 109. Toute modification apportée à partir du 29 janvier 2003 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des articles 106 et 107.

Extrait de l'Arrêté Royal modifiant, en matière d'investissements en sécurisation, l'AR/CIR 92

"Art. 49. En ce qui concerne les immobilisations corporelles qui tendent à une sécurisation des locaux professionnels, visées à l'article 69, §1er, alinéa 1er, 2°, d, du Code des impôts sur les revenus 1992, les contribuables intéressés doivent fournir à l'appui des documents visés à l'article 47, l'attestation complétée, datée et signée par le fonctionnaire chargé des conseils en techno-prévention dans la zone de police où ces immobilisations sont affectées, qui précise que le fonctionnaire précité a recommandé et approuvé les investissements réalisés pendant la période imposable.

Le fonctionnaire chargé des conseils en techno-prévention dans la zone de police concernée est désigné par le Ministre de l'Intérieur.

Le modèle de l'attestation d'approbation est déterminé par le Ministre de l'Intérieur, après avis du Ministre des Finances ou de son délégué."

Annexe 2 : les systèmes d'alarmes

1. Le matériel alarme entre en considération uniquement lorsque la décision de le placer s'intègre dans un concept global dans lequel le système d'alarme est considéré comme une mesure complémentaire, c'est-à-dire lorsque les mesures de sécurisation organisationnelles, techniques et physiques nécessaires ont été prises.
2. Le matériel alarme est approuvé par l'UPEA (ou par la suite par INCERT). La liste est disponible auprès de l'UPEA (Square de Meeûs, 29 à 1000 Bruxelles – tél. : 02/547.56.11 – fax : 02/547.56.01 – site Internet : www.upea.be).
3. La conception du système d'alarme est telle que l'unité centrale peut effectuer une vérification technique, par laquelle une analyse des signaux d'alarme successifs et correspondants montre l'authenticité de l'alarme. Cela signifie au minimum : un détecteur + un détecteur de contrôle (art. 10 de l'Arrêté royal du 19 juin 2002 relatif aux conditions d'installation, d'entretien et d'utilisation des systèmes d'alarme et de gestion de centraux d'alarme (M.B. 29.VI.2002)).

Art. 10. § 1. *Lorsqu'une signalisation d'alarme émane de l'utilisateur, de sa personne de contact ou d'une centrale d'alarme, ils vérifient préalablement à la signalisation d'alarme que celle-ci est la conséquence d'une intrusion non permise ou d'une tentative de ce faire. Ceci s'effectue par :*

1° la constatation par l'utilisateur, sa personne de contact ou un agent de gardiennage, d'éventuels éléments suspects, autour ou dans le bien protégé, pouvant indiquer un délit;
2° une vérification technique ou une vérification auprès de l'utilisateur du système d'alarme par une centrale d'alarme ou une unité centrale qui garantit une permanence pour son propre compte.

§ 2. *Ce n'est que lorsque le signaleur de l'alarme, tel que visé au § 1^{er} du présent article, conclut que l'alarme est la conséquence d'une intrusion non permise, qu'il la signale à la police et lui communique les renseignements suivants :*

- *son nom et numéro de téléphone;*
- *le nom de l'utilisateur du système d'alarme;*
- *la localisation du bien protégé;*
- *les éléments suspects qui indiquent que l'alarme est la conséquence d'une intrusion non permise;*
- *le nom et le numéro de téléphone de la personne prévenue par lui, qui sera présente près de l'entrée du bien protégé au moment fixé par la police pour son arrivée au lieu de l'alarme.*

L'alinéa 1 du présent paragraphe n'est pas d'application lorsque le signaleur de l'alarme, tel que visé au § 1^{er} du présent article, se trouve à l'intérieur du bien protégé.

4. Le système d'alarme est installé par une entreprise de sécurité agréée par le Ministre de l'Intérieur. La liste est disponible au SPV (Direction Sécurité privée, Rue Royale, 56 à 1000 Bruxelles – tél. : 02/500.25.34 - fax : 02/500.25.29 – e-mail : securite.privee@ibz.fgov.be).
5. Le système est conforme à l'article 6 et les étapes nécessaires ont été prises conformément aux articles 3, 4, 5 et 7 de l'A.R. du 19 juin 2002 relatif aux conditions d'installation,

d'entretien et d'utilisation des systèmes d'alarme et de gestion de centraux d'alarme (M.B. 29.VI.2002).

Art. 6. § 1^{er}. *La sirène extérieure peut, à chaque alarme, produire des signaux sonores au maximum pendant 3 minutes et pendant 8 minutes maximum uniquement en cas de sabotage du système d'alarme.*

§ 2. *Tout système d'alarme pourvu d'une sirène extérieure doit également être pourvu d'un signal lumineux extérieur, qui lors d'une signalisation d'alarme émet des signaux lumineux jusqu'au débranchement de l'alarme.*

§ 3. *Au système d'alarme installé ne peut être raccorder aucun composant qui :*

- *puisse gêner l'intervention efficace des services de secours, ou;*
- *puisse porter des lésions aux personnes.*

Art. 3. § 1^{er}. *Lors de la première mise sous tension d'un système d'alarme, l'entreprise de sécurité délivre à l'utilisateur du système d'alarme un carnet d'utilisateur dont les rubriques I, II et III sont remplies par elle.*

Le carnet d'utilisateur consiste en un livret à feuilles fixes aux pages numérotées, dont le modèle est joint en annexe au présent arrêté.

§ 2. *L'utilisateur est responsable de ce que toutes les rubriques du carnet d'utilisateur applicables à son système d'alarme soient remplies et de ce que le carnet d'utilisateur soit conservé près de l'unité centrale du système d'alarme de manière à ce que la police puisse en prendre connaissance en tout temps.*

Art. 4. § 1^{er}. *Un système d'alarme peut être installé uniquement par une entreprise de sécurité ou par l'utilisateur du système d'alarme.*

§ 2. *Un système d'alarme ne peut être mis sous tension pour la première fois qu'après qu'une entreprise de sécurité ait constaté que le système d'alarme et ses composants sont installés conformément aux dispositions du présent arrêté et aux règles de bonne pratique, et que le système d'alarme ne génère aucun faux signal d'alarme ou n'empêche le signal d'alarme en cas d'intrusion.*

§ 3. *L'entreprise de sécurité informe l'utilisateur sur les dispositions du présent arrêté.*

Art. 5. *L'utilisateur d'un système d'alarme doit, dans les cinq jours de la première mise sous tension du système d'alarme, faire une déclaration de l'installation du système d'alarme au chef de corps de la police locale dont dépend la commune où le système d'alarme est installé. Lors de cette déclaration, la police appose un cachet à la rubrique IV du carnet de l'utilisateur.*

Art. 7. *L'utilisateur d'un système d'alarme conclut un contrat d'entretien avec une entreprise de sécurité qui prévoit un entretien annuel.*

Lors de chaque entretien, l'entreprise de sécurité prend toutes les mesures nécessaires afin de prévenir les faux signaux d'alarme prévisibles et adapte le système d'alarme aux dispositions du présent arrêté. Elle remplit la rubrique V du carnet d'utilisateur à chaque entretien.

6. Un contrat pour le suivi d'alarme est conclu auprès d'une centrale d'alarme agréée par le Ministre de l'Intérieur. La liste est disponible au SPV (Direction Sécurité privée, Rue Royale, 56 à 1000 Bruxelles - tél. : 02/500.25.34 - fax : 02/500.25.29 - e-mail : securite.privee@ibz.fgov.be).

Annexe 3 : les caméras de surveillance

Loi du 8 décembre 1992 modifiée par la Loi du 11 décembre 1998.

Depuis 1992, une loi assure, en Belgique, la protection des individus face à l'utilisation de leurs données personnelles. Il s'agit de la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel*. Cette loi est applicable aux données visuelles.

Le 24 octobre 1995, une directive européenne a été adoptée pour harmoniser les règles de protection des données personnelles sur tout le territoire de l'Union européenne.

La Belgique a transposé dans son droit interne les principes contenus dans la directive. La loi du 11 décembre modifie donc la loi de 1992 et assure une meilleure protection des droits de la personne :

- élargissement du champ d'application de la loi (ex. : élargissement de la notion de « traitement ») ;
- renforcement du droit à l'information ;
- droit d'opposition auprès des responsables des traitements à des fins de marketing.

Conditions d'applicabilité de la loi du 8 décembre 1992 à la prise d'images :

- La Loi s'applique à tous les systèmes de surveillance : la collecte d'images est en soi un traitement.¹
- Une opération automatisée unique tombe aussi sous le coup de la Loi.
- La Loi ne vise que les images qui se rapportent à des personnes qui sont *identifiées ou identifiables*.

Conditions auxquelles doit satisfaire un gestionnaire de vidéosurveillance :

- **Devoir de transparence :**
- L'enregistrement vidéo de personnes est considéré comme un traitement automatisé de données personnelles, et donc comme la tenue d'un fichier. A ce titre, ce traitement doit faire préalablement l'objet d'une déclaration, sur disquette ou sur formulaire papier, à la

¹ Loi du 08/12/92, art. 1 § 2-4 : « Par "traitement", on entend toute opération ou ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction de données à caractère personnel.

Par "fichier", on entend tout ensemble structuré de données à caractère personnel accessibles selon des critères déterminés, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique.

Par "responsable du traitement", on entend la personne physique ou morale, l'association de fait ou l'administration publique qui, seule ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel. »

Commission de la protection de la vie privée, qui l'enregistrera dans le registre public des traitements automatisés.

- La loi impose que les personnes faisant l'objet d'une surveillance visuelle en soient informées. Il s'agit d'un avis lisible, à proximité de l'appareil de surveillance et comportant le nom et l'adresse du responsable du traitement, les finalités du traitement, l'existence d'un droit d'accès et de rectification par les personnes.

- Respect du principe de finalité :

Le principe de légalité implique que seuls les traitements à finalités légitimes et déterminées sont autorisés. Les enregistrements qui reposent sur une base légale sont légitimes, ceux qui ignorent les restrictions reprises dans les lois spécifiques sont illégitimes.

Pour les autres points, il y a lieu de se référer au principe de proportionnalité pour juger de la légalité d'un traitement. Selon l'avis de la Commission², "l'intérêt général ou les intérêts légitimes du gestionnaire du traitement doivent primer sur le droit à la protection de la vie privée de la personne enregistrée".

Il est légitime de filmer la voie publique ou d'autres lieux accessibles au public lorsque cela se fait dans le cadre de la prévention et de la constatation d'infractions à la sécurité des personnes ou des biens dans des endroits qui sont particulièrement exposés aux risques. Toutefois, la localisation de certaines caméras (« ayant dans leur champ le porche d'une église, l'entrée d'un syndicat, d'un hôpital ou encore l'entrée du cabinet d'un médecin spécialiste ») rend l'information 'sensible'.

La Commission rappelle aussi que des mesures moins attentatoires à la vie privée doivent être envisagées si c'est possible.

Les Lois du 8.12.92 et 11.12.98 établissent également que les images traitées doivent être adéquates, pertinentes et non excessives par rapport aux finalités légitimes et déterminées. Les caméras de surveillance qui enregistrent des images superflues, inutiles ou les systèmes trop performants pouvant mener à des abus sont considérés comme disproportionnés.

Enfin, les images, pour rester légitimes, doivent être effacées lorsque l'utilisation nécessaire aux finalités prédéfinies a raisonnablement disparu.

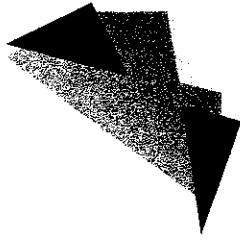
- Les données sensibles, médicales et judiciaires :

En règle générale, les données sensibles et les données judiciaires ne peuvent être traitées que s'il peut être renvoyé à une base légale dans une loi ou un arrêté. Les données médicales ne peuvent être traitées que sous la surveillance et sous la responsabilité d'un praticien de l'art de guérir.

² Avis d'initiative relatif aux traitements d'images effectuées en particulier par le biais de système de vidéo-surveillance de la Commission pour la protection de la vie privée (1999, n° 34).

Brussel,

16.05.03



Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid
 Vast Secretariaat voor het Preventiebeleid
 Wetstraat 26 - 1040 Brussel

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs van Vlaams-
 Brabant, Limburg, Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-
 Vlaanderen en Mevrouw de Gouverneur van het
 Arrondissement Brussel-Hoofdstad

Kopie Aan de Dames en Heren Burgemeesters
 Aan de Dames en Heren Korpschefs van de Lokale Politie

Omzendbrief PREV 19 met betrekking tot de opdracht van ambtenaren belast met adviezen inzake technopreventie in de procedure voor fiscale aftrek voor investeringen in beveiliging

| | | | |
|-----------------------------|---|------------|---|
| Kenmerk | PREV 19 | Bijlagen : | 3 |
| Doelpubliek | Ambtenaren belast met adviezen inzake technopreventie | | |
| Innovatie | Formalisering van de procedure die moet gevolgd worden door de ambtenaren belast met adviezen inzake technopreventie, in het kader van beveiligingsadviezen voor zelfstandige ondernemers | | |
| Samenvatting | <i>De Federale Regering heeft, via de Programmawet van 8 april 2003, beslist om een bijkomende fiscale aftrek toe te staan aan zelfstandige ondernemers en aan KMO's voor investeringen in beveiliging. Het is de ambtenaar belast met adviezen inzake technopreventie in de politiezone, die de investeringen moet aanbevelen en goedkeuren. Deze omzendbrief verklaart de praktische modaliteiten die behoren tot deze opdracht</i> | | |
| Te ondernemen acties | <ol style="list-style-type: none"> <u>Punt 6:</u> de burgemeesters en korpschefs van de lokale politie duiden de ambtenaren aan die belast worden met het verstrekken van adviezen inzake technopreventie binnen de zone, en maken deze namen over aan de Minister van Binnenlandse Zaken en dit uiterlijk op 30 mei 2003. <u>Punt 7:</u> vanaf 1 juni zullen de betrokken ambtenaren antwoorden met aanbevelingen voor de beveiliging van de beroepslokalen aan belastingplichtigen die een aanvraagformulier hebben ingevuld. | | |
| Sleutelwoorden | fiscale aftrek – zelfstandigen – technopreventie – lokale politie | | |
| Contact | Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid Vast Secretariaat voor het Preventiebeleid | | |
| Problemen bij de verzending | Sofie Rovera, 02/500.49.77 | | |
| Redacteurs | Hilde Van Der Linden en Gert Lux, 02/500.49.56 en 02/500.49.91 | | |



1. Presentatie

De Federale regering heeft beslist een bijkomende fiscale aftrek toe te staan aan zelfstandige ondernemers voor investeringen in beveiliging. Deze maatregel werd gestemd en is terug te vinden in de Programmawet van 8 april 2003 (BS 17.IV.2003). Het wordt van kracht op 1 juni. U vindt de tekst als bijlage 1.

2. Doel van de maatregel betreffende de fiscale aftrek voor investeringen in beveiliging

Het doel van de fiscale aftrek voor investeringen in beveiliging, is het stimuleren van het verantwoordelijkheidsgevoel bij zelfstandige ondernemers met begrip van handelaars en vrije beroepen in de strijd tegen het fenomeen van gewelddadige aanvallen tegen kleine en middelgrote ondernemingen.

Om de politionele werking aan te vullen, is het van primordiaal belang voornoemde belastingplichtigen aan te zetten zelf inspanningen te leveren teneinde de veiligheid te garanderen van de handelswaar, de producten, de investeringen en de bescherming van hun persoonlijke integriteit.

Onderhavige maatregel is van toepassing op de materiële vaste activa die dienen voor een betere beveiliging van de beroepslokalen.

3. Op welke belastingplichtigen heeft deze fiscale maatregel betrekking ?

De zelfstandige ondernemers (natuurlijke personen), met andere woorden de handelaars, beoefenaars van vrije beroepen, enz. en KMO's opgericht onder de vorm van een vennootschap.

4. Het beveiligingsplan van de beroepslokalen

Om doeltreffend te zijn, dient het beveiligingsplan van een beroepslokaal zich in te schrijven in een globale benadering inzake preventie. Een goede beveiliging van de voordeur zal weinig effectief zijn als de zijkanten en de achterkant van het beroepslokaal niet goed beveiligd zijn. De genomen maatregelen moeten het ontradend effect werkelijk versterken voor het volledige beroepslokaal.

Een beveiligingsplan van een beroepslokaal moet maatregelen voorzien op verschillende niveaus. Dit plan begint bij de organisatorische maatregelen, welke vaak over het hoofd gezien worden hoewel ze weinig of niets kosten. Het betreft werkgewoonten die de risico's in belangrijke mate beperken (bijvoorbeeld, zoveel mogelijk beperken van de inhoud van de kassa, een minimum aan waardevolle voorwerpen uitstallen in de etalage). Ze vormen de eerste stap in een beveiligingsplan.

Vervolgens worden de technische maatregelen voorgesteld. Zij beogen de mechanische beveiligingssystemen : hoe dient men de beveiliging te verbeteren van de toegangen, hoe kiest men de meest geschikte beglazing, op welke wijze kan men de handelswaar beveiligen, enz.

Tenslotte, in laatste instantie, kan men de elektronische maatregelen in beschouwing nemen. De elektronische beveiligingssystemen bieden op zich geen enkele weerstand aan een poging tot inbraak; ze laten enkel toe een probleem te signaleren en, eventueel, de gepleegde feiten te registreren. Ze vormen dus geen hindernis voor criminele handelingen, maar kunnen wel een ontradend effect hebben. Hun kwaliteit dient dan ook te worden bekeken in combinatie met organisatorische en technische maatregelen : alarmsystemen, camerabeveiliging, enz.

5. De materiële vaste activa die in aanmerking worden genomen voor een fiscale aftrek voor investeringen in beveiliging.

5.1. Technische en architecturale maatregelen

5.1.1. *Architecturale inbraakvertragende maatregelen* : afsluitingen (toegangscontrole), straatmeubilair, dat beoogt ramkraken te voorkomen, veiligheidsverlichting, enz.

5.1.2. *Technische inbraakvertragende maatregelen* : Mechanische beveiliging van gevelementen van beroepslokalen : efficiënte sluitsystemen, inbraakvertragende beglazing, rolhekken en rolluiken, enz.

5.1.3. *Technische beveiliging van de handelswaar en bescherming van waardevolle goederen* : draaihekken, met sleutel afsluitbare etalagekasten, anti-diefstalsystemen met inkt, kluizen en verstevigde kasten, enz.

5.1.4. *Bescherming van personen* : veiligheidssas, systeem met afstandsbediening voor het openen van deuren, deurspion, enz.

Voor wat betreft de technische maatregelen, zal voorrang gegeven worden aan het aanbevelen van gecertificeerd materieel (voorbeeld: materieel met het i3-label).

5.2. De elektronische maatregelen

5.2.1. *Beveiliging van handelswaar en waardevolle goederen* : detectiepoorten, scannerdetectie voor de koopwaar, toegangscontrole, enz.

5.2.2. *Bescherming van personen* : toegangscontrole, hold-up knoppen, enz.

5.2.3. *Detectie en signalisatiesystemen* :

- Alarmsystemen : de belastingplichtige zal zich moeten houden aan de wettelijke bepalingen betreffende de alarmsystemen, zoals voorzien in de volgende teksten (voor meer details zie bijlage 2) :
 - Koninklijk Besluit van 19 juni 2002 tot vaststelling van de voorwaarden voor installatie, onderhoud en gebruik van alarmsystemen en het beheer van alarmcentrales (BS 29 juni 2002);
 - Koninklijk Besluit van 13 juni 2002 betreffende de voorwaarden tot het verkrijgen van een erkenning als beveiligingsonderneming (BS 9 juli 2002).

- Bewakingscamera's : de belastingplichtige zal rekening moeten houden met de wettelijke bepalingen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer : Wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, gewijzigd door de wet van 11 december 1998 (voor meer details : zie bijlage 3)

6. De ambtenaar belast met de adviezen inzake technopreventie

De maatregel voorziet dat de installatie van de materiële vaste activa moet zijn aanbevolen en goedgekeurd door de ambtenaar belast met de adviezen inzake technopreventie van de politiezone waar zij worden gebruikt.

Wie zijn de ambtenaren belast met de adviezen inzake technopreventie ? Het gaat over:

- Hetzij technopreventief adviseurs die lid zijn van een lokaal politiekorps, hetzij als agent, hetzij als lid van het CALOG personeel.
- Hetzij technopreventief adviseurs die behoren tot het personeel van een stad of een gemeente van de zone. Indien nodig mogen zij, met de voorafgaandelijke toestemming van de burgemeester, deze specifieke opdracht uitvoeren in de andere gemeentes van de zone.

Het is essentieel dat voor elk beroepslokaal de geschikte maatregelen getroffen worden. Aangezien het merendeel van de aanvragers niet of onvoldoende op de hoogte zijn van alle mogelijke technische maatregelen, is het noodzakelijk het advies van een expert in te winnen. Op deze wijze kan vermeden worden dat veel geld uitgegeven wordt aan nutteloze of weinig effectieve maatregelen.

De ambtenaar belast met de adviezen inzake technopreventie, die een specifieke opleiding gekregen heeft, is de bevoegde persoon om aanvragers te helpen bij hun keuze van de geschikte maatregelen om het risico tot een minimum te beperken.

De ambtenaar belast met de adviezen inzake technopreventie staat gratis ter beschikking van elke belastingplichtige op wie deze maatregel van toepassing is (zie punt 3), en die zijn beroepslokalen beter wenst te beveiligen.

Het Koninklijk Besluit voor de uitvoering van de programmawet voorziet dat de Minister van Binnenlandse Zaken bij ministerieel besluit een lijst kan uitvaardigen van ambtenaren belast met adviezen inzake technopreventie in elke politiezone.

Om deze lijst te verspreiden zijn de volgende gegevens nodig:

- naam en voornaam
- functie (graad of titel)
- dienst (stadsbestuur of politiekorps)
- gevolgde vorming(en) technopreventie, gelieve te preciseren in welk jaar, en in welke instelling ze werd(en) gevolgd
- jaren ervaring inzake technopreventie.

Ik vraag u vriendelijk deze gegevens over te maken aan het Vast Secretariaat voor Preventiebeleid, Wetstraat 26, 1040 Brussel, fax: 02/500.49.87 of e-mail: sofie.rovera@ibz.fgov.be en dit uiterlijk op 30 mei 2003.

7. De procedure

- 1^{ste} fase Vanaf 1 juni aanstaande stuurt de geïnteresseerde belastingplichtige het formulier voor de aanvraag van een advies volledig ingevuld naar de gemeentelijke administratie van de plaats waar de materiële vaste activa worden gebruikt. In functie van de lokale situatie stuurt de gemeentelijke administratie het door naar de betrokken ambtenaar die belast is met adviezen inzake technopreventie (lokale politie of administratie)
- 2^{de} fase De ambtenaar belast met de adviezen inzake technopreventie in de politiezone maakt zijn advies op betreffende de beveiliging van de beroepslokalen van de belastingplichtige aanvrager. Een verslag van deze aanbevelingen wordt binnen een termijn van zes weken overgemaakt aan de aanvrager.
- In het geval uit het onderzoek van de aanvraag door voornoemde ambtenaar blijkt dat een bezoek nodig is, en in functie van zijn werklast, bezoekt hij de beroepslokalen, waarvan sprake in de aanvraag.
- Deze aanbeveling wordt opgemaakt in twee exemplaren als de belastingplichtige wenst gebruik te maken van een lening bij het Participatiefonds.
- 3^{de} fase De aanvrager voert de werken uit of laat deze uitvoeren overeenkomstig de aanbevelingen van de ambtenaar belast met de adviezen inzake technopreventie en vult het aangifteformulier in betreffende de gedane investeringen. Hij stuurt deze terug naar voornoemde ambtenaar.
- 4^{de} fase De laatste fase, welke aanleiding zal geven tot het uitreiken van een goedkeuringsattest door de ambtenaar belast met adviezen inzake technopreventie van de investeringen voor beveiliging, wordt momenteel ontwikkeld in samenwerking met de FOD Financiën.

Voor elk van deze fasen zal een formulier gebruikt worden:

1. het aanvraagformulier voor aanbevelingen, in te vullen door de belastingplichtige aanvrager
2. de aanbeveling van de ambtenaar belast met de adviezen inzake technopreventie
3. de verklaring van de uitgevoerde investeringen, in te vullen door de aanvrager na de realisatie van de investeringen
4. het goedkeuringsattest, te ondertekenen door de ambtenaar belast met adviezen inzake technopreventie.

De formulieren die in het kader van deze procedure gebruikt moeten worden, zullen ter beschikking gesteld worden op de volgende internetsite www.vps.fgov.be.

Het eerste formulier zal beschikbaar zijn vanaf 1 juni 2003.

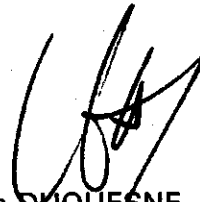
Alle inlichtingen betreffende dit schrijven kunnen verkregen worden bij de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid, Vast Secretariaat voor Preventiebeleid (Wetstraat 26, 1040 Brussel).

Contactpersonen:

| | | |
|------------------------|--------------|---|
| - Hilde Van Der Linden | 02/500.49.56 | <u>hilde.vanderlinden@ibz.fgov.be</u> |
| - Gert Lux | 02/500.49.91 | <u>gert.lux@ibz.fgov.be</u> |

Ik dank u, Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester, bij voorbaat om aan de betrokken personen de nodige instructies te willen geven voor de goede uitvoering van dit schrijven.

De Minister van Binnenlandse Zaken,



Antoine DUQUESNE

Om de leesbaarheid te verbeteren, werd deze omzendbrief opgesteld rekening houdend met de resultaten van een studie uitgevoerd door de ULB – CREATIC, bij de lokale overheden, op vraag van de AD Veiligheids- en Preventiebeleid.

Bijlage 1 : de fiscale maatregel voor investeringen inzake beveiliging

Uittreksel uit de Programmawet van 8 april 2003 (BS 17.IV.2003)

HOOFDSTUK II. - Investeringen in beveiliging

Art. 106. Artikel 69, § 1, eerste lid, 2^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 28 juli 1992 en gewijzigd bij de wet van 20 december 1995, wordt vervangen als volgt :

« 2^o het basispercentage wordt verhoogd met 10 procentpunten met betrekking tot :

- a) de octrooien;
- b) de vaste activa die worden gebruikt ter bevordering van het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe producten en toekomstgerichte technologieën die geen effect hebben op het leefmilieu of die beogen het negatieve effect op het leefmilieu zoveel mogelijk te beperken;
- c) de vaste activa die dienen voor een rationeler energieverbruik, voor de verbetering van de industriële processen uit energetische overwegingen en, in het bijzonder, voor de terugwinning van energie in de industrie;
- d) de materiële vaste activa die dienen voor een beveiliging van de beroepslokalen en waarvan de installatie werd aanbevolen en goedgekeurd door de ambtenaar belast met de adviezen inzake technopreventie in de politiezone waar die activa worden gebruikt. »

Art. 107. Artikel 201 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 28 juli 1992 en gewijzigd bij de wet van 4 mei 1999 en bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, wordt aangevuld met een vijfde lid, dat luidt als volgt :

« In het in artikel 69, § 1, eerste lid, 2^o, d, vermelde geval is de investeringsaftrek slechts van toepassing met betrekking tot de in het eerste lid, 1^o, vermelde binnenlandse vennootschappen. »

Art. 108. De artikelen 106 en 107 treden in werking vanaf aanslagjaar 2004.

Art. 109. Elke wijziging die vanaf 29 januari 2003 aan de datum van afsluiting van de jaarrekening wordt aangebracht, is zonder uitwerking voor de toepassing van de artikelen 106 en 107.

Uittreksel uit het Koninklijk besluit van 12 mei 2003 tot wijziging van het KB/WIB 92 inzake investeringen in beveiliging

“Art 49. Wat de in artikel 69, §1, eerste lid, 2°, d, van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992 vermelde vaste activa betreft die dienen voor een beveiliging van de beroepslokalen, moeten de belanghebbende belastingplichtigen de in artikel 47 vermelde stukken staven door het attest dat wordt ingevuld, gedagtekend en ondertekend door de ambtenaar belast met de adviezen inzake techno-preventie in de politiezone waar die activa worden gebruikt, en dat vermeldt dat de genoemde ambtenaar de in het belastbaar tijdperk gedane investeringen heeft aanbevolen en goedgekeurd.

De ambtenaar belast met de adviezen inzake techno-preventie in de betreffende politiezone wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken aangeduid.

Het model van goedkeuringsattest wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken vastgelegd, na advies van de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde.”

Bijlage 2 : de alarmsystemen

1. Dat alarmmateriaal enkel in aanmerking komt wanneer de beslissing tot het plaatsen ervan kadert in een totaalconcept waarbinnen het alarmsysteem als een aanvullende maatregel wordt genomen, nadat de nodige organisatorische, bouwkundige en fysische beveiligingsmaatregelen zijn uitgeput.
2. Dat het alarmmateriaal BVVO-gekeurd is (of later INCERT). Lijst te bevragen bij het BVVO (de Meeus Square 29, 1000 Brussel – tel; 02/547.56.11 – fax: 02/547.56.01 – internetsite: www.bvvo.be).
3. Dat de conceptie van het alarmsysteem dusdanig is dat de meldkamer een technische verificatie kan uitvoeren, waardoor een analyse van opeenvolgende en overeenstemmende alarmsignalen uitsluitel geeft omtrent de echtheid van het alarm. Dit wil zeggen: minimaal: detector + controle detector. (art. 10 van het Koninklijk besluit van 19 juni 2002 tot vaststelling van de voorwaarden voor installatie, onderhoud en gebruik van alarmsystemen en beheer van alarmcentrales (BS 29.VI.2002))

Art. 10. § 1. Indien een alarmmelding uitgaat van de gebruiker, zijn contactpersoon of een alarmcentrale gaan ze voorafgaandelijk aan de alarmmelding na of er elementen zijn die er op wijzen dat het alarm het gevolg is van een ongeoorloofde binnendringing of een poging daartoe. Dit gebeurt door:

1° vaststelling van mogelijke verdachte elementen die kunnen wijzen op een misdrijf bij of in het beveiligde goed, door de gebruiker, zijn contactpersoon of een bewakingsagent;

2° een technische verificatie of een verificatie bij de gebruiker van het alarmsysteem door een alarmcentrale of een centrale eenheid, die ten eigen behoeve een permanentie garandeert.

§ 2. Enkel indien de alarmmelder, zoals bedoeld in § 1 van dit artikel, besluit dat het alarm het gevolg is van een ongeoorloofde binnendringing, meldt hij het alarm aan de politie en deelt hij volgende inlichtingen mee:

- de naam en het telefoonnummer van de alarmmelder;
- de naam van de gebruiker van het alarmsysteem;
- de plaatsbepaling van het beveiligde goed;
- de verdachte elementen die erop wijzen dat het alarm het gevolg is van een ongeoorloofde binnendringing;
- de naam en het telefoonnummer van de door hem verwittigde persoon die op het ogenblik van het met de politie afgesproken tijdstip van aankomst bij het alarm, aanwezig zal zijn bij de toegang van het beveiligde goed.

Het eerste lid van deze paragraaf is niet van toepassing indien de alarmmelder, zoals bedoeld in § 1 van dit artikel, zich bevindt in het beveiligde goed.

4. Dat het alarmsysteem wordt geïnstalleerd door een door de Minister van Binnenlandse Zaken erkende beveiligingsonderneming. Lijst te bekomen bij SPV (Directie Private Veiligheid, Koningsstraat 56, 1000 Brussel – tel.: 02/500.25.34 – fax: 02/500.25.29 – e-mail: private.veiligheid@ibz.fgov.be).
5. Het systeem conform is met art. 6 en de nodige stappen werden gezet conform artikel 3, 4, 5 en 7 van het Koninklijk besluit van 19 juni 2002 tot vaststelling van de voorwaarden voor installatie, onderhoud en gebruik van alarmsystemen en beheer van alarmcentrales (BS 29.VI.2002):

Art. 6 § 1. De buitensirene mag bij elk alarm maximum 3 minuten en enkel bij sabotage van het alarmsysteem maximum 8 minuten geluidssignalen produceren.

§ 2. Elk alarmsysteem voorzien van een buitensirene, moet ook voorzien zijn van een buitenlicht, dat bij een alarmmelding lichtsignalen geeft tot het uitschakelen van het alarm.

§ 3. Aan het geïnstalleerd alarmsysteem mogen geen componenten aangesloten zijn die:

- de doeltreffende tussenkomst van hulpdiensten kunnen hinderen, of;
- letsels kunnen toebrengen aan personen.

Art. 3. § 1. Bij het eerst onder spanning zetten van een alarmsysteem geeft de beveiligingsonderneming aan de gebruiker van het alarmsysteem het gebruikersboekje af, waarvan de rubrieken I, II en III door haar zijn ingevuld.

Het gebruikersboekje is een vastbladig boekje met genummerde pagina's, waarvan het model als bijlage bij dit besluit is gevoegd.

§ 2. De gebruiker is ervoor verantwoordelijk dat alle rubrieken van het gebruikersboekje, die van toepassing zijn op zijn alarmsysteem, ingevuld zijn en dat het gebruikersboekje bij de centrale eenheid van het alarmsysteem wordt bewaard zodat de politie er te allen tijde inzage kan van nemen.

Art. 4. § 1. Een alarmsysteem mag enkel geïnstalleerd worden door een beveiligingsonderneming of door de gebruiker van het alarmsysteem.

§ 2. Een alarmsysteem mag pas voor het eerst onder spanning worden gezet, nadat een beveiligingsonderneming heeft vastgesteld dat het alarmsysteem en de componenten ervan geïnstalleerd zijn overeenkomstig de bepalingen van dit besluit en de regels van goed vakmanschap, en dat het alarmsysteem geen vals alarmsignaal genereert of het alarmsignaal bij binnendringing niet belemmert.

§ 3. De beveiligingsonderneming licht de gebruiker in omtrent de bepalingen van dit besluit.

Art. 5. De gebruiker van een alarmsysteem moet, binnen de vijf dagen na het eerst onder spanning zetten van het alarmsysteem, aangifte doen van de installatie van het alarmsysteem bij de korpschef van de lokale politie, waartoe de gemeente waar het alarmsysteem is geïnstalleerd, behoort. Bij die aangifte brengt de politie een stempel aan in rubriek IV van het gebruikersboekje.

Art. 7 De gebruiker van het alarmsysteem sluit een overeenkomst af met een beveiligingsonderneming, die voorziet in een jaarlijks onderhoud. De beveiligingsonderneming neemt bij ieder onderhoud de nodige maatregelen om voorzienbare valse alarmsignalen te voorkomen en het alarmsysteem aan te passen aan de bepalingen van dit besluit. Zij vult bij ieder onderhoud de rubriek V van het gebruikersboekje in.

6. Dat er een contract is voor alarmopvolging bij een door de minister van Binnenlandse Zaken vergunde meldkamer. Lijst te bekomen bij SPV. (Directie Private Veiligheid, Koningsstraat 56, 1000 Brussel - tel.: 02/500.25.34 - fax: 02/500.25.29 - e-mail: private.veiligheid@ibz.fgov.be).

Bijlage 3 : de bewakingscamera's

Wet van 8 december 1992 gewijzigd door de Wet van 11 december 1998.

In België garandeert, sedert 1992, een wet de bescherming van individuen tegen het gebruik van hun persoonlijke gegevens. Het betreft de wet van 8 december 1992 *tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens*. Deze wet is van toepassing op visuele gegevens.

Op 24 oktober 1995 werd een Europese richtlijn aangenomen om de regels betreffende de bescherming van persoonsgegevens op in de hele Europese Unie in overeenstemming te brengen.

België heeft de principes omvat in deze richtlijn opgenomen in zijn intern recht. De wet van 11 december 1998 wijzigt dus de wet van 1992 en garandeert een betere bescherming van de rechten van het individu :

- uitbreiding van het toepassingsgebied van de wet (vb. : uitbreiding van het begrip « verwerking ») ;
- versterking van het recht op informatie ;
- recht op verzet bij de verantwoordelijken tegen verwerkingen met het oog op direct marketing.

Toepassingsvoorwaarden van de wet van 8 december 1992 betreffende beeldopnames :

- De Wet is van toepassing op alle bewakingssystemen : de verzameling van beeldmateriaal is op zich een verwerking.¹
- Een éénmalige geautomatiseerde verwerking valt eveneens onder deze Wet.
- De Wet viseert enkel dat beeldmateriaal dat betrekking heeft op personen die *geïdentificeerd zijn of geïdentificeerd kunnen worden*.

Voorwaarden waaraan een beheerder van videobewaking moet voldoen :

- Aangifteplicht :

- Het maken van video-opnames van personen worden beschouwd als een geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens, en dus als het bewaren van een bestand. Daarom moet een dergelijke verwerking het voorwerp uitmaken van een voorafgaande aangifte, op magnetische informatiedrager (diskette) of door middel van een papieren formulier, aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, die deze zal registreren in een openbaar register van de geautomatiseerde verwerkingen.

¹ Wet van 08/12/92, art. 1 § 2-4 : « Onder "verwerking" wordt verstaan elke bewerking of elk geheel van bewerkingen met betrekking tot persoonsgegevens, al dan niet uitgevoerd met behulp van geautomatiseerde procédés, zoals het verzamelen, vastleggen, ordenen, bewaren, bijwerken, wijzigen, opvragen, raadplegen, gebruiken, verstrekken door middel van doorzending, verspreiden of op enigerlei andere wijze ter beschikking stellen, samenbrengen, met elkaar in verband brengen, alsmede het afschermen, uitwissen of vernietigen van persoonsgegevens.

Onder "bestand" wordt verstaan elk gestructureerd geheel van persoonsgegevens die volgens bepaalde criteria toegankelijk zijn, ongeacht of dit geheel gecentraliseerd dan wel gedecentraliseerd is of verspreid op een functioneel of geografisch bepaalde wijze.

Onder "verantwoordelijke voor de verwerking" wordt de natuurlijke persoon of de rechtspersoon, de feitelijke vereniging of het openbaar bestuur verstaan die alleen of samen met anderen het doel en de middelen voor de verwerking van persoonsgegevens bepaalt»

- De wet verplicht er ook toe dat personen die het onderwerp uitmaken van een cameratoezicht, hierover geïnformeerd worden. Het betreft hier een leesbaar bericht, in de nabijheid van het bewakingsapparaat, dat de naam en het adres van de verantwoordelijke voor de verwerking bevat, het doel van de verwerking, het recht op toegang en verbetering door de personen.

- Naleving van het finaliteitbeginsel:

Het legaliteitsbeginsel houdt in dat enkel de verwerkingen met het oog op wettige en duidelijk omschreven doeleinden toegelaten zijn. De opnames die berusten op een wettelijke basis zijn wettig, die welke strijdig zijn met de beperkingen aan het opnemen van beelden voorzien in de specifieke wetten, zijn onwettig.

Voor het overige dient de wettigheid van een verwerking te worden beoordeeld met toepassing van het proportionaliteitsbeginsel. Volgens het advies van de Commissie², "moeten het algemeen belang of de rechtmatige belangen van de verwerker primeren op het recht op bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de geregistreerde persoon".

Het opnemen van beelden op de openbare weg of andere openbaar toegankelijke plaatsen is wettig, wanneer dit gebeurt voor de voorkoming en de vaststelling van inbreuken op de veiligheid van personen of goederen op plaatsen die bijzonder blootgesteld zijn aan risico's. De instelling van bepaalde camera's (gericht op het portaal van een kerk, de ingang van een syndicaat, een ziekenhuis of nog op de ingang van de praktijk van een geneesheerspecialist) levert echter 'gevoelige' informatie op.

De Commissie herinnert er dan ook aan dat, indien mogelijk, maatregelen die de persoonlijke levenssfeer minder schenden, in beschouwing genomen moeten worden.

De Wetten van 8.12.92 en 11.12.98 bepalen eveneens dat de verwerkte beelden toereikend, ter zake dienend en niet-overmatig dienen te zijn, uitgaande van de wettige en duidelijk omschreven doeleinden. De bewakingscamera's die onnodig overbodige beelden opnemen, of observatiesystemen met te nauwkeurige functionaliteiten die kunnen leiden tot misbruiken, worden beschouwd als overmatig.

Tenslotte dienen de beelden te worden gewist indien een nuttig gebruik ervan in functie van de omschreven doeleinden redelijkerwijze vervallen is.

- Gevoelige gegevens, gerechtelijke gegevens en gegevens betreffende de gezondheid:

In principe mogen gevoelige gegevens en gerechtelijke gegevens enkel worden verwerkt indien dit berust op een wettelijke basis in de vorm van een wet of een besluit.

Gegevens betreffende de gezondheid mogen slechts worden verwerkt onder het toezicht en de verantwoordelijkheid van een beroepsbeoefenaar in de gezondheidszorg.

² Advies uit eigen beweging betreffende de verwerking van beelden, in het bijzonder verricht door middel van systemen van videotoezicht (1999, nr. 34).